

## 12<sup>e</sup> THERMOMÈTRE SOLIDARIS



### **77% des Belges francophones demandent de poursuivre la mobilisation pour le climat afin d'imposer des changements drastiques et profonds !**

Pour son 12<sup>e</sup> Thermomètre, Solidaris s'est intéressé aux changements climatiques et à leurs impacts sur la santé des Belges francophones<sup>1</sup>. Plusieurs constats sont largement partagés aujourd'hui : pour 80% de la population, le réchauffement climatique est essentiellement causé par les activités humaines et une grande majorité craignent que les changements climatiques aient un impact négatif sur leur santé (70%) et accroisse encore plus les inégalités (85%). Enfin, pour trois quart de la population interrogée, il faut changer radicalement de modèle de société si l'on veut pouvoir faire face aux défis qui sont devant nous. Analyse et résultats.

Ce 12<sup>ème</sup> Thermomètre Solidaris refait d'abord le point sur des constats bien ancrés au sein de la population :

- Pour 84% des personnes interrogées, la détérioration de l'état de la planète ne va faire que s'accélérer ;
- 85% trouvent que les événements climatiques extrêmes (canicules, tempêtes, sécheresses, ...) vont augmenter en intensité et en fréquence en Belgique ;
- 69% de la population considèrent que les changements climatiques ont vraiment des effets négatifs (directs ou indirects) sur la santé des gens ;
- Pour 61% des belges francophones, d'ici 50 ans, les conditions de vie deviendront vraiment très pénibles ;
- Pour 84% des sondés, c'est l'organisation actuelle de l'économie et de la finance mondiale qui conduit à la destruction de notre environnement et donc à la détérioration de la santé des citoyens par unique obsession du profit à court terme.

Ce Thermomètre met aussi en évidence la volonté des citoyens à agir à leur niveau. En effet, 18% des sondés affirment avoir déjà changé leurs habitudes de consommation et de déplacement. Autre chiffre encourageant, deux tiers des belges francophones déclarent avoir déjà commencé à modifier leurs comportements et pensent pouvoir encore faire mieux. Ils sont d'ailleurs 69% à être prêts à boycotter les produits et les marques qui polluent le plus, peu importe si cela implique un changement dans leurs habitudes.

Concernant l'impact des changements climatiques sur la santé, cette étude montre à quel point les répondants sont conscients des risques qu'engendre la dégradation de notre environnement pour la santé et sont désireux d'être mieux informés. Les impacts sur la santé ne sont plus vus comme un menace lointaine mais bien comme une menace concrète et personnellement ressentie. Pour 73% des personnes interrogées, ces impacts négatifs sur la santé toucheront plus fortement les populations les plus faibles et les plus pauvres.

Pour Martin Biernaux, expert Santé & Climat au sein du Service de Promotion de la santé de Solidaris : « Ce sentiment correspond à la réalité. Des inégalités environnementales existent bel et bien et se traduisent par des inégalités sociales de santé. Elles résultent du croisement d'une part d'un différentiel d'exposition: les populations socio-économiquement défavorisées sont susceptibles d'être exposées à un plus grand nombre de risques environnementaux et à des niveaux d'expositions plus élevés (par exemple le fait de vivre dans un quartier bon marché mais très bruyant et où la qualité de l'air est mauvaise); et d'autre part d'un différentiel de vulnérabilité: à niveau semblable d'exposition, le risque sanitaire encouru par les populations défavorisées est plus élevé en raison d'un état de santé plus dégradé (existence d'une maladie respiratoire chronique par exemple) ou d'un moindre accès aux soins. Des politiques mal pensées peuvent ensuite venir renforcer ces inégalités. »

#### **Mais alors, d'où doivent venir les solutions ?**

Selon une grande majorité des personnes interrogées (76%), ce sont les États qui, en associant plus les citoyens, doivent agir et imposer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les autres pollutions environnementales. Les gros pollueurs doivent selon plus de 60% de la population être les premiers à payer pour financer la transition

<sup>1</sup> L'Institut Solidaris a interrogé plus de 1.000 personnes Belges francophones de 18 ans et plus, représentatives de la population vivant en Wallonie et à Bruxelles. Une enquête réalisée par internet en octobre 2019.

écologique : « J'estime que ce sont d'abord à eux d'agir avant de me demander de faire des efforts » nous disent-ils.

Mais à côté de cela, une large majorité des Belges affirment que les décisions politiques qui existent déjà dans ce domaine ne prennent pas assez en compte les difficultés financières des citoyens. Les termes « fin du monde » et « fin du mois » ne peuvent donc, pour Solidaris, en aucun cas être dissociés.

Les personnes sondées expriment d'ailleurs une défiance généralisée à l'égard de toutes les institutions qu'elles soient politiques (peu importe leur niveau de pouvoir), financières (banques) ou industrielles (grandes industries). Les responsables politiques sont, pour près de 9 Belges francophones sur 10, trop sous l'influence de différents lobbies et des groupes de pression des milieux d'affaires.

Les seules institutions ou organisations qui échappent un peu à cette défiance généralisée (un peu car ils ne recueillent que la confiance de moins d'un individu sur deux) sont les ONG comme Greenpeace, les scientifiques ou encore les jeunes engagés pour le climat. Ils sont plus de ¾ de Belges à vouloir que les mobilisations pour le climat se poursuivent afin que des changements drastiques et profonds soient imposés.

Face à ces constats, Solidaris souhaite lancer un appel, via Noémie Van Erps, Représentante du réseau associatif de Solidaris : « **il faut un changement radical de notre société. Ici et maintenant. Ce changement radical doit aussi et surtout prendre en compte les réalités sociales d'aujourd'hui et l'augmentation des inégalités, pour ne pas laisser en chemin les plus démunis : les familles monoparentales, les femmes, les jeunes, les seniors et autres personnes en situation de handicap dont on sait qu'ils constituent des publics à risque de pauvreté accrue.** »

Solidaris recommande de corriger les politiques économiques qui créent du chômage, des conditions précaires de l'emploi et constituent un frein à la participation à la transition écologique. La mutuelle appelle aussi à supprimer les subventions et mesures fiscales dommageables à l'environnement et à la santé.

Et enfin, pour Solidaris, il est urgent de développer un nouveau modèle de société fondé sur bien-vivre ensemble. Solidaris s'inscrit d'ailleurs dans ce projet via son [Manifeste pour un pacte social et écologique](#). Cet état social doit recréer le lien entre les citoyens et les personnes qui gouvernent. Et l'État doit être le garant d'une juste redistribution des richesses entre les individus.

**Vous trouverez les résultats complets sur le site de l'Institut Solidaris :**

<https://www.institut-solidaris.be/index.php/environnementetsante/>

---

**POUR PLUS D'INFORMATIONS :**

**Bruno Deblander** - Directeur communication Solidaris, [bruno.deblander@solidaris.be](mailto:bruno.deblander@solidaris.be) - 0475 80 21 28

**Simon Vandamme** - Attaché de presse Solidaris, [simon.vandamme@solidaris.be](mailto:simon.vandamme@solidaris.be) - 0479 66 03 23

Tous les communiqués de presse de Solidaris sont accessibles en cliquant ici.

Retrouvez-nous sur [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)